

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brexit : décision de l'UE attendue la semaine prochaine sur une durée du report

AFP
Bruxelles/Belgique

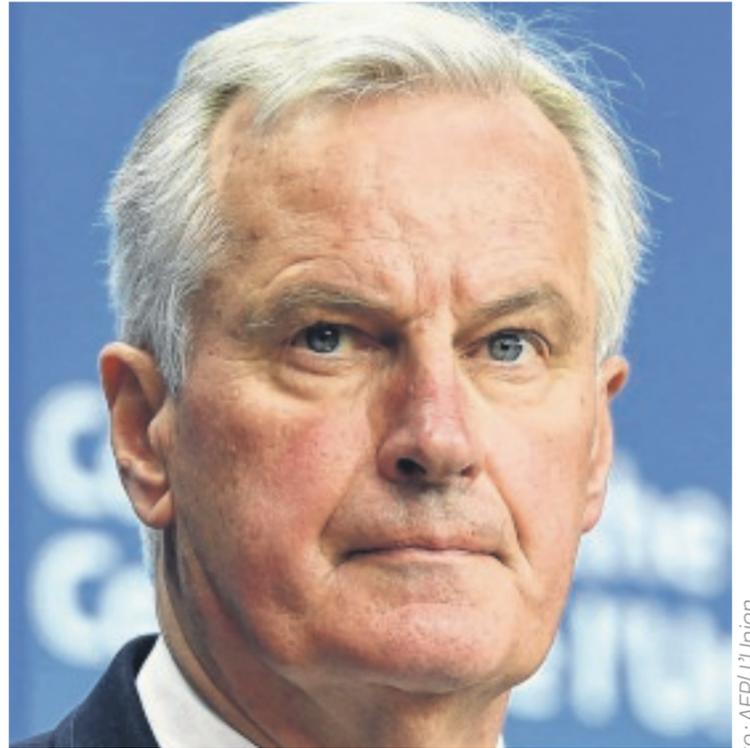
Les ambassadeurs des 27 de l'UE réunis vendredi à Bruxelles ont repoussé au début de la semaine prochaine une décision sur la durée d'un nouveau report du Brexit, a-t-on appris de sources européennes. Le négociateur de l'UE sur le Brexit Michel Barnier a qualifié d'"excellentes" les discussions de vendredi. "Le travail va continuer dans les prochains jours", a indiqué une porte-parole de la Commission européenne. Selon plusieurs sources européennes,

Un ambassadeur européen a indiqué que mardi était une «date butoir informelle»

une nouvelle réunion des ambassadeurs se tiendra lundi ou mardi pour finaliser une décision sur la durée du délai supplémentaire, alors qu'un vote est attendu lundi au Parlement britannique sur la tenue d'élections anticipées proposées par Boris Johnson. Un ambassadeur européen a indiqué que mardi était une "date butoir informelle", à deux jours de la date prévue du 31 octobre

pour le divorce. La plupart des pays semblent ouverts à un report de trois mois, au 31 janvier 2020, délai que Boris Johnson a été contraint de demander tout en s'y disant hostile, selon des sources européennes. La France a insisté pour avoir "de la clarté" sur les intentions britanniques avant une décision. "C'est une chose de dire on aimerait faire peut-être des élections, c'est autre chose de dire elles sont organisées", avait souligné jeudi la secrétaire d'Etat française aux Affaires européennes Amélie de Montchalin. Selon elle, il faut "des choses

pas juste voulues, mais réellement actées". "On a besoin de savoir pourquoi on donne du temps. On sait que le temps tout seul n'amène à rien d'autre qu'à l'enlisement", a insisté Mme de Montchalin. Un précédent accord de Brexit négocié fin 2018 par l'ancienne Première ministre Theresa May avait été rejeté trois fois par le Parlement. Mardi, les députés britanniques ont entériné le principe du nouvel accord arraché ce mois-ci par Boris Johnson, mais ont voté contre le calendrier d'examen accéléré proposé par le dirigeant conservateur.



Le commissaire européen, en charge du Brexit, Michel Barnier et ses collègues devront statuer sur un nouveau délai de sortie de la Grande-Bretagne de l'UE.

Le pari intenable de Boris Johnson ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Le refus du Parlement britannique de donner sa confiance au gouvernement de Boris Johnson conduit ce dernier à réclamer des élections anticipées. Une initiative qui peut sembler périlleuse pour le bouillant chef du gouvernement de Droite qui a mis un point d'honneur à sortir la Grande-Bretagne de l'Union européenne le 31 octobre prochain. Une promesse qui a déjà de fortes chances de ne pas être tenue au regard d'un calendrier d'événements imprévus. Notamment le fait qu'à cinq jours de la date-butoir actuelle, les Européens ont repoussé à la semaine prochaine une décision sur la durée du report qu'ils comptent accorder à la Grande-Bretagne pour éviter une sortie sans accord porteuse de hauts risques économiques, en fonction de la situation à Londres.

Car, Boris Johnson, sans majorité parlementaire pour accomplir sa promesse d'un Brexit le 31 octobre, veut organiser un vote lundi pour la tenue des législatives anticipées le 12 décembre. Il a besoin pour cela d'une majorité des deux tiers des députés, donc du soutien de l'opposition travailliste. D'où, met-il depuis hier la pression au leader travailliste Jeremy Corbyn à qui il demande de "se comporter comme un homme", en acceptant des législatives anticipées. Toute chose qui n'est pas là non plus gagnée. Ce d'autant plus que le leader de l'opposition de gauche a clairement réaffirmé, jeudi soir, que son parti ne voterait pas pour des élections tant que la menace d'une sortie de l'UE sans accord ne serait pas écartée. D'ailleurs, à l'issue d'une réunion des ambassadeurs des 27 hier matin, les Européens ont renvoyé la balle à Londres. Une nouvelle réunion des ambassadeurs devrait se tenir lundi ou



Le chef du gouvernement britannique, Boris Johnson, dans une mauvaise passe.

mardi pour décider de la durée du troisième report à accorder au Royaume-Uni pour une sortie de l'UE. Ce qui met un peu plus le gouvernement de l'ancien maire de Londres en difficulté. Les jours à venir devront donc être décisifs

dans la survie politique d'une équipe gouvernementale dont le chef avait pris, au moment de remplacer Theresa May, l'engagement de sortir la Grande-Bretagne de l'UE au plus tard le 31 octobre.